

"Anniversaire" dans L'Humanité (11 mai 1950)

Légende: Le 11 mai 1950, le quotidien communiste français L'Humanité condamne la proposition de Schuman de mise en commun des ressources franco-allemandes de charbon et d'acier et craint que, dix ans après la date marquant l'invasion de la France par les troupes allemandes, le pays ne tombe sous la coupe absolue des magnats germano-américains de la Ruhr.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 11.05.1950, n° 1767; 47e année. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"anniversaire"_dans_l_humanite_11_mai_1950-fr-816ba5b0-9f1f-444e-9d76-fa4a69448466.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Anniversaire

Le 10 mai 1940, la grande offensive de l'armée hitlérienne était déclenchée. A travers la Belgique, les blindés allemands déferlaient vers la France. Notre pays, trahi et miné par les munichois, par les futurs collabos, devait être occupé en quelques semaines.

Le 10 mai 1940, Hitler annonçait insolemment que notre sort allait être fixé pour mille ans. Les marchands de canons de la Ruhr, qui avaient hissé au pouvoir le chef des nazis, pensaient que l'heure de leur domination durable sur la France venait de sonner.

Hitler et ses maîtres se trompaient. Quelques années plus tard ils étaient vaincus par l'Union Soviétique et par ses armées. D'innombrables Français résistants et patriotes — et parmi eux d'innombrables martyrs — avaient contribué à leur écrasement. Notre patrie recouvrait son indépendance et sa liberté.

Le 10 mai 1940... Il y avait hier juste dix ans. Schuman et le gouvernement ont tenu à marquer cet anniversaire à leur manière.

Exécutant sans le moindre délai les consignes d'Acheson, ils ont offert tout simplement à l'Allemagne de l'Ouest, militariste et revancharde, ce que Hitler n'avait pu obtenir.

La proposition Schuman de mise en commun des industries minières et sidérurgiques françaises et allemandes aboutirait en effet, si on la laissait s'accomplir, à placer notre pays sous la coupe absolue des magnats germano-américains de la Ruhr.

Supprimer tout droit de douane pour le charbon et l'acier allemands, mettre le minerai de Lorraine à la disposition des marchands de canons de la Ruhr, permettre à ceux qui firent Hitler de se prononcer sur le maintien ou la fermeture de nos entreprises, comme le demande Schuman, c'est assurer inéluctablement un formidable développement de la production allemande d'acier en même temps que la désindustrialisation de la France, la liquidation des bases économiques de son indépendance, la transformation de notre pays en colonie.

Tel était naguère le programme imposé par Hitler aux traîtres de Vichy. Tel est le programme dicté aujourd'hui à nos gouvernants par les impérialistes américains, qui considèrent l'Allemagne de l'Ouest comme l'arsenal et comme la principale puissance de la coalition antisoviétique en Europe.

Déjà, en septembre 1947, dans son analyse clairvoyante du plan Marshall, le regretté Jdanov avait souligné que les monopoles américains « nourrissent des espoirs particulièrement sur la restauration de l'Allemagne capitaliste, considérant qu'elle constituerait la plus importante garantie pour le succès de la lutte contre les forces démocratiques en Europe ».

Voilà la raison de la reconstitution à nos frontières de la puissance industrielle et bientôt militaire de l'agresseur allemand. Et c'est cela que Schuman a le front de présenter comme une contribution à la paix !

La proposition Schuman soulève en France une immense indignation, une légitime inquiétude.

Il faut que tous les Français, sans distinction d'opinion, unissent leurs efforts pour tuer dans l'œuf ce projet de servitude et de guerre. Pour la vie même de leur pays et pour celle de leurs enfants, ils peuvent et doivent imposer, comme le propose le programme en onze points adopté par le récent congrès de notre Parti, la « mise en œuvre vis-à-vis de l'Allemagne d'une politique conforme à la sauvegarde de notre sécurité, au maintien de nos droits à réparation et au soutien des forces démocratiques et pacifiques d'Allemagne ».

Etienne FAJON.